

Juniors/Seniors : Socio-anthropologie du Développement

Participants :

- Philippe Lavigne Delville : Chercheur en socio-anthropologie du développement à l'Institut de recherche pour le développement.
- Inès Hizebry : Assistante chargée de projets chez Experts-Solidaires.
- Fabienne Bondu : Diplômée Sciences Politiques. Consultante en développement économique pour le secteur public.
- Joséphine Manière : Diplômée en Ecole de Commerce. A la recherche d'un poste opérationnel dans le secteur associatif.
- Alice Grinand : Diplômée en gestion de projets européens et internationaux.
- Justine Muller : Diplômée d'un Master Evaluation des Politiques Sociales puis Développement International. Travaille actuellement dans le secteur de la finance responsable en Australie.

Déroulé de la séance :

- Tour de table : chaque participant expose son parcours, ses motivations ainsi que ses projets futurs.
- Brève introduction sur les principes de base de la socio-anthropologie du développement.
- A la suite de cette introduction, nous avons procédé à une phase de Questions/Réponses.

L'anthropologie du développement s'est consolidée au début des années 90 à un moment où l'on assiste à un tournant participatif. Les grands projets technocratiques mis en place par les états étaient très critiqués. En effet, les Etats étaient alors vus comme trop bureaucratiques et l'accent a été mis par les bailleurs de fonds sur le développement à la base ce qui explique notamment la multiplication des ONG à ce moment là. L'idée était de mettre l'accent sur un développement dit participatif qui réponde aux besoins des bénéficiaires. Les anthropologues ont alors mis en évidence qu'il n'est pas aisé de mettre en place ce développement participatif puisqu'il existe des inégalités, des asymétries d'information et des rapports de force qui dominent les relations entre les différentes parties prenantes. D'autre part, la relation et la communication avec les acteurs locaux n'est jamais vraiment transparente. Une erreur courante est d'imaginer le lieu de l'action comme un terrain vierge alors que les sociétés locales ont toutes une histoire du rapport à l'Etat et aux interventions de développement, qui se sont succédées depuis la période coloniale. Il est donc nécessaire d'historiciser, de contextualiser un projet dans l'espace local pour comprendre comment l'offre de projet est perçue par les différents groupes d'acteurs au sein des communautés locales en fonction de leur histoire, de leur vécu et bien évidemment de leur position sociale. On tend souvent à supposer des communautés locales qui sont harmonieuses alors que toute société locale est traversée par des stratifications, des



clivages, des inégalités et des conflits. La prise en compte de la diversité des intérêts au sein de la « communauté » est primordiale.

A partir de ces premiers éléments, on réalise déjà que les choses ne sont pas si simples qu'elles n'y paraissent. Les intervenants, malgré toute leur bonne volonté, viennent avec des « projets » pour les autres, et ces « projets » s'appuient sur des idées, des stéréotypes mais aussi des visions normatives de ce qu'il faudrait changer et pourquoi. L'offre des intervenants se confronte avec des groupes d'intérêts différents qui ont des visions différentes. Certains peuvent se sentir menacés et mis en danger par ce qui est proposé par le projet. D'autres cherchent, au contraire, à récupérer l'intervention à leur profit. En effet, la mise en place d'un projet peut venir bouleverser des équilibres et déplacer des rapports de force. La résultante finale de l'intervention sur le terrain n'est pas ce qui était prévu initialement sur papier mais le résultat, jamais complètement prévisible, de ces jeux d'acteurs autour de l'intervention.

Il existe quelques concepts clés pour analyser ces écarts entre le « projet » pensé et le « projet réel, celui qui est mis en œuvre, entre résultats attendus et résultats obtenus. Le concept de groupe stratégique permet de faire éclater l'idée de communautés pour distinguer des groupes d'acteurs ayant à peu près les mêmes positions par rapport à l'intervention. Il faut comprendre quels sont ces groupes d'intérêts, comment ils se structurent, quels sont les différents points de vue par rapport à l'offre du projet et autour de quels paramètres, de quels critères, ces groupes s'organisent. Ces critères vont être en partie des critères de stratification sociale (genre, âge, niveau socio-économique, mais aussi statuts sociaux) mais ils peuvent également dépendre du type d'intervention et du contexte même dans lequel le projet se situe (par ex., la distance à la borne fontaine, pour un projet d'adduction d'eau).

Le concept d'intermédiation désigne le fait que les acteurs extérieurs et les acteurs locaux n'appartiennent pas aux mêmes univers de sens. Il existe des acteurs qui jouent un rôle d'intermédiaire, d'interface pour à la fois traduire le langage mais les univers de sens entre les espaces locaux et le monde de l'intervention externe (celui de l'administration nationale, des projets, de l'aide internationale). Certaines personnes se spécialisent dans ce rôle d'intermédiaire qui leur permet d'avoir une reconnaissance politique et une notabilité grâce la maîtrise des deux langages ainsi que la connaissance du monde du développement. Ils apparaissent alors comme les interlocuteurs privilégiés des projets. C'est ce qu'on appelle les « courtiers locaux du développement », d'un terme qui a pu paraître péjoratif. La fonction d'intermédiation est nécessaire, le fait d'aller chercher des projets et du financement aussi : un bon maire en France est quelqu'un qui sait trouver des appuis pour construire la salle des fêtes, un tennis, etc. Mais elle est peu institutionnalisée en Afrique et des individus variés, à la légitimité politique variable dans l'espace local, peuvent s'emparer.

Il ne faut pour autant pas exagérer cette coupure entre intervenants extérieurs et acteurs locaux. Il existe de nombreux intermédiaires, les cadres nationaux peuvent être des courtiers pour leur propre village, la décentralisation et la multiplication des associations locales font qu'il y a des interlocuteurs plus institutionnels pour les interventions externes. Il existe tout en gradient de profils intermédiaires possibles. Bien plus, lorsque l'on sort de



l'espace local, et qu'on remonte dans ce qu'on appelle la chaîne de l'aide, on s'aperçoit que l'intermédiation existe à tous les niveaux. En fait, l'aide internationale met en relation les habitants de zones rurales ou de quartiers urbains périphériques avec le Board de la Banque Mondiale, ou les sièges des grandes ONG par toute une série d'intermédiations, celle des antennes nationales de ces agences, celle des ministères partenaires, des bureaux d'études, des ONG internationales, des ONG nationales recrutées pour la mise en œuvre, des associations locales partenaires, etc. Les flux de financements qui viennent du Nord vers les espaces locaux mettent en jeu toute une série d'acteurs, qui sont en relation les uns avec les autres – en particulier financière, par le jeu des contrats de financement, des contrats de prestation, etc., et dont les lectures, les priorités et les intérêts ne sont pas les mêmes. Un même projet met ainsi en lien des acteurs hétérogènes. On peut considérer qu'il y a des « projets » différents dans un même projet en fonction de l'interprétation qu'en fait chaque partie prenante.

Dès lors qu'elle ne travaille pas seulement à l'échelle locale, mais s'intéresse aussi à ces chaînes de l'aide, au fonctionnement interne des agences d'aide, au relations entre elles et les Etats, à la façon dont sont formulés les politiques et les projets, la socio-anthropologie du développement devient une socio-anthropologie de l'action publique en contexte d'aide internationale. Les travaux « classiques » sur les impacts locaux des projets et les réinterprétations dont ils sont l'objet sont finalement très proches de ce qu'on appelle les « implementation studies » en analyse des politiques publiques, qui s'intéressent à la question de la mise en œuvre des politiques publiques. Dans les deux cas, on retrouve le constat fondamental qu'une politique (ou une intervention de développement) en actes n'est pas tant ce qu'il y a dans les documents (les textes de lois, les grandes déclarations politiques, ou même les documents projet) mais avant tout ce que font les acteurs chargés de la mise en œuvre à la base et la façon dont les acteurs locaux y réagissent.

Question 1: *Beaucoup d'anthropologues considèrent que le fait de s'engager dans le développement est contraire aux principes de la discipline mais est-ce que la solution est de faire seulement de la recherche en développant des cadres théoriques ? Plus simplement, est-ce que la recherche est la seule solution pour affronter ces contradictions ?*

Le monde anglophone distingue deux champs : « Anthropology of Development » qui est plutôt l'approche théorique et académique de ce qui se passe dans le développement et « Development Anthropology » qui est l'anthropologie appliquée avec la mobilisation dans la pratique de savoirs, de questionnements et de cadres d'analyse issus de l'anthropologie. On fait souvent la différence entre les deux. Il y a des zones d'articulation, des façons de penser la recherche-action, de nourrir l'anthropologie appliquée par l'anthropologie fondamentale du développement (et réciproquement). Mais il s'agit de deux métiers différents. Les anthropologues ont des points de vue très différents et il s'agit avant tout d'un choix politique et personnel. Il est vrai qu'agir dans le développement est plein de contradictions et d'ambiguïtés notamment sur les rapports Nord/Sud. Cependant, les contradictions sont inhérentes à toute action publique. Comme le disent très bien des politistes français « les politiques publiques sont des puzzles à résoudre, leurs objectifs souvent flous et contradictoires, et les moyens mis en œuvre ne correspondent pas aux



objectifs affichés ». Si l'on se place dans le secteur social, on est souvent soumis à des priorités politiques du gouvernement élu, à un manque de moyens, à des logiques bureaucratiques, etc. Dans le développement, toutes ces contradictions sont présentes de façon particulièrement fortes. Pour moi, ce à quoi on se confronte dans 'le développement » est avant tout d'une exacerbation des contradictions inhérentes à l'action publique ou au travail social, du fait des enjeux Nord-Sud et de la distance particulièrement forte entre les bouts de la chaîne. La réponse que vous donnerez à cette question dépend donc de votre position et de vos convictions : pensez-vous qu'agir vaut le coup malgré ces contradictions, et qu'il faut l'assumer, se battre contre elles, agir malgré tout en cherchant à construire du sens, et de garder des marges de manœuvre par rapport aux contraintes de l'aide ? ou préférez-vous prendre du recul et travailler uniquement d'un point de vue de l'observation et de l'analyse ?

Il existe de plus tout un gradient entre des positions d'observateurs complètement extérieurs qui vont effectivement être très critiques et des personnes qui de l'intérieur ne s'intéressent pas à l'anthropologie théorique mais souhaitent mobiliser des outils qui leur permettent d'agir de manière plus pertinente. Entre ces deux postures, on retrouve des chercheurs qui sont intéressés par la pratique et qui acceptent de collaborer dans des recherches appliquées, des praticiens qui prennent du recul et lisent régulièrement la littérature théorique, des praticiens qui font de la gestion de projets ou de l'expertise, etc. Il existe donc plusieurs positions intermédiaires qui gèrent différemment la dichotomie entre la dimension observation/compréhension et la dimension gestion de projet/organisation/logistique.

Au sein même de la communauté de l'anthropologie, il existe des positions différentes, par rapport à la possibilité d'une anthropologie appliquée. Par ailleurs, on s'aperçoit que d'un point de vue académique, les travaux les plus novateurs de ces dernières années sont issus de chercheurs qui, à un moment, ont intégré ce monde du développement. Les chercheurs uniquement extérieurs voient bien les contradictions et les rapports de forces évoqués plus tôt mais ne s'intéressent pas à l'intervention, à la gestion de projets et à la pratique quotidienne de manière générale. Or, en laissant de côté ces aspects, on peut passer à côté de beaucoup de choses sur la façon dont se passent en réalité les interventions de développement.

Question 2 : *Quelle est la réception et l'application de la part des ONG et d'autres acteurs de l'aide internationale des thèses et des recherches de la discipline de la socio-anthropologie du développement ? Y a-t-il beaucoup de communication entre les deux mondes ?*

Pas assez. C'est un peu paradoxal car il y a de l'intérêt pour le sujet mais l'opérationnalisation est beaucoup plus compliquée. L'ouvrage de Jean-Pierre Olivier de Sardan, considéré comme la bible sur le sujet de l'anthropologie du développement, a été vendu à plus de 12 000 exemplaires. Or, un ouvrage moyen de sciences sociales atteint 300 à 500 ventes. C'est donc un best-seller, lu bien au-delà des chercheurs. Plus concrètement, la montée de l'intérêt pour la socio-anthropologie du développement s'est faite en parallèle d'une forte bureaucratisation de l'aide internationale. Rares sont les ONG qui ont leurs propres ressources et ces dernières dépendent donc de financements publics



internationaux. Les structures associatives sont donc contraintes de s'insérer dans cette dynamique où il est nécessaire de définir un projet à l'avance. Contractuellement, on se retrouve avec des objectifs prédéfinis qui laissent peu d'espace pour ajuster les interventions avec les réalités rencontrées sur le terrain. Du coup, la capacité à comprendre les contextes, à adapter l'intervention, à négocier et co-construire avec les acteurs et les institutions locales est plus compliqué.

Ce qui est frappant c'est que cette bureaucratisation va à l'inverse de ce que recommande la littérature sur la gestion de projets en dehors du champ de l'aide. Il y a eu une grosse remise en cause de la logique classique de gestion de projets dans les années 90. Dans le milieu de l'entreprise, à titre d'exemple, les incertitudes sont nombreuses lors de la mise au point d'un nouveau produit. Il faut donc explorer les possibles et stabiliser les choix plus tard. Dans des contextes incertains, la logique classique et séquentielle ne marche pas. On peut faire toutes les études préliminaires possibles, il y a toujours des pans de la réalité qui nous échappent. Cette incertitude est inhérente à la logique projet. On trouve dans les écrits un schéma avec deux courbes qui se croisent : celle du degré de connaissance de la réalité, qui augmente au fur et mesure que le projet avance, et celle du degré de liberté qui diminue en même temps parce qu'on a fait des choix. Le management de projet industriel utilise une formule qui consiste à dire que « au début on peut tout mais on ne sait rien et à la fin on connaît tout mais on ne peut plus rien faire ». Dans le développement, nous sommes complètement là-dedans puisque par définition on connaît mal les situations. Là où l'on devrait être dans des logiques de recherche-action, on est au contraire coincés par des projets de plus en plus bureaucratiques où il faut fixer dès le début un objectif principal et des objectifs principaux déclinés en résultats. L'évolution des modes de financement vont également dans le sens d'une bureaucratisation qui est complètement contradictoire avec l'exigence d'efficacité et de qualité dans l'action. C'est un gros frein à l'intégration des résultats de recherches en anthropologie du développement.

Second élément : au niveau des ONG, ce n'est pas toujours facile pour les praticiens qui n'ont pas de formation en sciences sociales de comprendre, d'intégrer ou de mobiliser ces raisonnements. Il peut être compliqué de lire des ouvrages en anthropologie du développement quand on n'a pas les clés de lecture nécessaires pour sa compréhension. Il est donc une nouvelle fois question d'intermédiation et de traduction. Le fait qu'il y ait dans les ONG des personnes qui ont une culture en sciences sociales est très importante pour pouvoir lire, intégrer, traduire et faire partager aux autres collaborateurs qui n'ont pas cette sensibilité. Avoir des occasions de dialogues et des collaborations avec la recherche, mobiliser des stagiaires de sciences sociales mobilisés sur les projets facilite beaucoup l'incorporation des analyses anthropologiques dans les idées. Néanmoins, la traduction pratique ne s'opérationnalise pas en outils clés en main dont les praticiens rêvent souvent. De plus, il y a ces contraintes de management des projets et de fonctionnement des organisations qui ne rendent pas facile l'intégration. On peut parler d'incorporation partielle des idées, des analyses et une traduction opérationnelle qui n'est pas évidente pour toutes ces raisons.

Question 3 : *Pour rebondir sur cette question de traduction opérationnelle, quelle est vraiment la marge de manœuvre face à cette bureaucratisation de l'aide ? Même en ayant*



cette sensibilité pour l'anthropologie du développement, peut-on lutter face aux bailleurs internationaux ?

Changer le système de l'aide est un peu ambitieux mais faire bouger les choses où l'on se trouve est possible. Les marges de manœuvre vont vraiment dépendre des lieux et des contextes car les bailleurs de fonds ne sont pas les mêmes. Mais au-delà des bailleurs de fonds, on constate des divergences de point de vue entre les ONG : certaines ont une exigence forte dans l'ancrage terrain et vont tenter de faire cette traduction opérationnelle tandis que d'autres ne s'y intéressent pas. Selon les modes de financement, on a des situations très différentes. Plus on dispose de ressources autonomes, plus la possibilité d'intégrer dans la pratique une vision socio-anthropologique est forte. On distingue donc plusieurs déterminants de cette traduction opérationnelle : le type de lieux, l'identité et l'éthique des organisations (les ONG représentent un secteur extrêmement varié et divers) et enfin les modes de financement qui peuvent varier au sein d'une même organisation.

Il y a toujours des marges de manœuvre, plus ou moins grande. La question suivante est donc de savoir si l'organisation se donne les moyens de les mobiliser et d'avoir une politique d'apprentissages collectifs, pour apprendre de la pratique, une politique de recul critique sur son action. Les travaux de recherches appliquées mais aussi les capitalisations d'expériences sont des outils très enrichissants en matière d'apprentissage. Les capitalisations d'expériences sont vraiment des outils intéressants car elles permettent à une équipe projet de prendre du recul, d'analyser de ce qui s'est passé afin d'en tirer les enseignements et les rendre disponibles pour d'autres. La capitalisation permet d'apprendre de ses erreurs afin de faire mieux la prochaine fois. Un accompagnement ou une lecture de sciences sociales est très utile pour accompagner la réflexion des équipes.

Question 4 : *Comment appréhender l'argument de la défense d'une pratique sociale lorsque le projet en lui-même consiste à atténuer cette pratique sociale ? Par exemple dans le cas des pratiques de gavage en Mauritanie ou encore des pratiques en Inde vis à vis des femmes.*

C'est toute la question de l'ingérence qui est, dans ce cas, une ingérence culturelle. Il est vrai que l'évolution des ambitions de l'aide internationale s'est beaucoup élargie. On n'est plus seulement à creuser un puits là où il n'y a pas d'eau. L'aide agit désormais sur des normes sociales qui ne sont pas universelles. Les normes que l'on porte ne sont pas universelles. Elles sont issues d'une histoire et se situent dans un contexte. Ainsi, l'ambition d'une égalité des genres est un produit récent de l'histoire occidentale. Les femmes en Afrique rurale ne le revendiquent pas, la plupart du temps. Au nom de quoi faudrait-il les en convaincre ?

Certaines pratiques nous choquent. Certaines interventions visent explicitement à les combattre. Est-ce légitime et jusqu'où ? La question n'est pas toujours simple et les réponses ne seront pas les mêmes pour tous. Mais il est important de la poser, et de bien la poser. Tout d'abord, il est essentiel de comprendre quelles sont les pratiques et à quoi elles correspondent dans la société locale. Au-delà des dimensions qui peuvent paraître choquantes, il y a aussi des logiques, des raisons. On peut prendre l'exemple du manque d'accès à la terre des femmes qui est souvent pointée du doigt. Or, le débat est mal posé car



il confond l'accès à la terre pour cultiver (les femmes ont-elles accès à des droits de culture leur permettant d'avoir un revenu autonome ?) de la propriété de la terre. En Afrique de l'Ouest, les femmes ont très largement accès à la terre pour cultiver ou faire du maraîchage à l'exception de certains cas spécifiques. En revanche concernant la possession, il s'agit d'un interdit sur l'héritage et non sur le droit de posséder une terre. L'idéologie est de considérer que les terres de la famille doivent être préservées pour les descendants. Les descendants (par la lignée masculine le plus souvent) doivent pouvoir bénéficier de ce patrimoine. Or, lorsqu'une femme se marie, elle quitte son foyer et ses enfants appartiendront à la lignée de son mari. L'absence de droit à l'héritage sur la terre découle de cette logique de maintien du patrimoine foncier pour les descendants. La contrepartie de cela, c'est la dot qui représente en quelque sorte un héritage anticipé. Si l'on n'est pas capable de comprendre cela, alors on est dans une vision normative, abstraite, de l'égalité de genre.

Dans des cas comme le mariage précoce – les grossesses précoces plus exactement, car il peut y avoir mariage précoce sans relations sexuelles -, on se trouve sur une pratique qui pose des problèmes de santé absolument terribles et injustifiables. Des jeunes filles de 11 ou 15 ans qui accouchent peuvent avoir une fistule, un déchirement des tissus qui les rend incontinentes y compris aux selles. Elles sont marginalisées. Là, je ne vois pas ce qui peut le défendre. Si à la suite d'une analyse des normes, on persiste à estimer qu'il y a un problème alors il faut vérifier si cela est partagé par certains segments de la société locale, s'il y a une conscience de ces problèmes. C'est un point important en terme de légitimité de l'ingérence. On peut alors travailler sur la reconnaissance du problème et sur la prise de conscience en objectivant le problème, ce qu'il signifie et les conséquences qu'il peut avoir sur celles et ceux qui le subisse. On peut appuyer les acteurs locaux qui s'emparent de ce problème dans leur travail de négociations des normes sociales. On peut les aider à négocier avec les autorités morales et religieuses pour les convaincre que ces pratiques n'ont pas toujours le fondement religieux qu'on leur prête, et posent des problèmes tels qu'elles doivent être mises en question. Agir comme cela, ce n'est pas faire de l'ingérence culturelle brutale.

Question 5 : *Avez-vous des conseils concernant les formations doctorales en anthropologie du développement en France ou ailleurs ?*

En Europe, il y a des formations en Angleterre autour de David Mosse à Oxford et David Lewis à la London School of Economics. L'IHEID a également des formations à Genève. Il y en a en Suède, en Belgique, en Allemagne, etc.

En France, le sujet est assez dispersé : Giorgio Blundo dirige des thèses à l'EHESS à Marseille, Olivier Leservoisier à Paris 5, l'IEDES à Paris 1 est plutôt pluridisciplinaire mais dispense de bonnes formations également. Un master « Humanité environnementale » est en cours de conception à Montpellier autour de l'environnement mais avec une forte dimension en anthropologie du développement puisque l'environnement pose aussi la question des modes d'intervention.



Question 5 : *Comment l'aide au développement est-elle en train d'évoluer ? Va-t-on sortir du modèle de la bureaucratisation ?*

Le problème de la bureaucratisation est qu'elle est présente un peu dans tous les secteurs. L'Union Européenne a récemment demandé à l'IRD de faire une revue de littérature sur les façons de financer les organisations de la société civile (OSC). Ce qui va ressortir de cette étude est qu'on ne peut pas renforcer les sociétés civiles au Sud avec des petits projets. En tout cas, il ne faut pas qu'il y ait seulement ce type de projets. Mais je ne suis pas très optimiste.

Plus largement, il ne faut pas surestimer le rôle de l'aide. Localement, il y a des choses extrêmement utiles et positives qui sont réalisées mais pour tendre vers un changement structurel des pays pauvres, les interventions de développement ont peu de poids. On peut distinguer trois facteurs structurels beaucoup plus impactant que les petites interventions de développement : l'économie internationale, les élites politiques et les gouvernements, et enfin la pression démographique qui contribue à rendre la situation difficile.

De plus, il serait illusoire d'imaginer que les pays donateurs financent l'aide internationale uniquement pour le bien des populations vulnérables. Les enjeux stratégiques existent. Avec l'immigration, on voit de plus en plus de connexions entre développement et contrôle des migrations. Il y a une volonté d'asservir les politiques de développement censées améliorer les conditions de vie des acteurs locaux aux priorités stratégiques des pays donateurs. Cela a toujours été présent, mais il me semble que cela se renforce à l'heure actuelle. Il y a actuellement une connexion développement-sécurité-migration, où l'aide au développement est considérée comme devant contribuer aux politiques européenne de sécurité et de contrôle des migrations, qui peut être extrêmement problématique. En effet, la mobilité est inhérente aux dynamiques sociales d'autant plus dans un contexte d'économie globalisée et libéralisée. Il faut se demander comment cette logique de mondialisation néo-libérale aggrave les inégalités entre pays et au sein des pays et le rôle de l'aide dans ce contexte.

Question 6 : *Quel lien entre le design de service et le design social ? Entre l'anthropologie et le développement ?*

NB : Le design social vient du design industriel et a été adapté pour former des professionnels au design de service. Ces derniers sont appelés à concevoir des services et des politiques prioritairement dans le domaine public. Le terme de design social a émergé récemment puisque le fait de designer des services permet de changer les relations de pouvoir entre usagers et décideurs.

Je ne connais pas ce concept, mais il me fait penser à l'élaboration participative de technologie. L'idée qu'il faut construire l'offre (technique, sociale, etc.) en fonction des gens est en effet un bon principe. La question est de savoir si on le fait sérieusement. En 30 ans, j'ai vu passer beaucoup de modes, de nouveaux concepts, à la réalité très variable. La socio-anthropologie du développement, il y a eu beaucoup de travaux qui interrogent les



processus participatifs. Les débats collectifs ne réunissent pas nécessairement les conditions d'écoute et de prises de parole de toutes les parties prenantes. Les asymétries de relation entre agents de l'état et simples usagers ne sont souvent pas traitées. Ces dispositifs sont souvent des dispositifs consultatifs où l'on donne l'occasion aux agents de l'Etat d'écouter les usagers mais sans que cela donne le moindre pouvoir de décisions aux acteurs locaux. La façon dont se jouent les rapports entre acteurs au sein des processus ne déplacent les inégalités de positions, d'accès à la parole et de pouvoir de décision que s'il y a une grande vigilance à ces enjeux dans la façon de les concevoir et de les animer. La participation n'est pas une solution en soi, elle dépend de comment sont définis les processus et de la place donnée aux différents acteurs. Sur ce point, nous sommes bien dans le design sur la façon de neutraliser les asymétries de positions, les asymétries de légitimité de parole, les asymétries de capacité et d'expérience de prise de parole dans ces espaces participatifs. Si ce design social prend au sérieux ces questions, c'est sûrement intéressant.

Il existe un groupement d'intérêt scientifique nommé « Démocratie & Participation » qui s'intéresse à toutes ces questions. Il a publié un « dictionnaire de la participation », également accessible en ligne, qui est un très bel outil de travail, avec beaucoup de définitions, de notions, etc.

Question 7 : *Pour revenir sur l'interprétation des idées de l'anthropologie du développement vers la pratique et la traduction, comment pourrais-je amener une prise de conscience au sein de mon environnement professionnel sur les problématiques que nous avons abordées ?*

J'ai analysé mon expérience au Gret dans un document¹. Il y a différentes stratégies complémentaires. Une première approche consiste à rendre accessible le raisonnement global et les principes de bases des questionnements de l'anthropologie du développement. Outre le livre de Jean-Pierre Olivier de Sardan², qui reste une référence, il existe de bons articles d'introduction, des études de cas pédagogiques (voir bibliographie en annexe). Mais il est souvent plus productif de partir des expériences vécues, à travers des stages demandés à des étudiants en sciences sociales, pour croiser les regards sur une même réalité, connue par les collègues. Il est également possible de commencer par des exemples du quotidien. Un cas simple est celui de l'observation d'une réunion : qui est assis au fond de la salle ? qui a pris la parole ? Le but ici est de rendre visible les effets d'une parole inégalement partagée par rapport à des événements vécus, d'inciter à se poser les mêmes questions sur le terrain, lorsqu'on voit en face de soi un groupe de gens mais qui sont en fait des groupes stratégiques différents : où sont les femmes ? les jeunes ? qui prend la parole, dans quel ordre ? autant de premiers questionnements pour essayer d'appréhender la diversité des positions et des intérêts. Une autre approche, très productive, est la capitalisation d'expérience : un retour réflexif sur une expérience, par ceux qui l'ont vécue. Il y a toujours une diversité de regards, même au sein d'une équipe (siège/terrain ; expat/collègues

¹ Lavigne Delville P., 2016, *Socio-anthropologie dans une organisation non gouvernementale. Réflexions autour d'une pratique au sein du Gret*, Coopérer aujourd'hui n° 78, Nogent sur Marne, GRET, 52 p. (en ligne). Voir aussi Lavigne Delville P., 2008, *A la recherche du chaînon manquant. Construire des articulations entre recherche en sciences sociales et pratique du développement*, Coopérer aujourd'hui n° 59, Nogent-sur-Marne, GRET, 22 p.

² Olivier de Sardan J.-P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en anthropologie du changement social*, Paris, APAD/Karthala. En ligne sur <http://classiques.uqac.ca/>



nationaux), des moments clés vécus différemment, ce qui permet d'engager le dialogue sur ce qui s'est passé et pourquoi, et ainsi d'interroger les représentations des acteurs locaux, de leurs points de vue et intérêts, dans la tête des intervenants, et certaines pratiques. Evidemment, un accompagnement socio-anthropologique est utile pour prendre un peu plus de distance, mais cultiver une approche réflexive est de toutes façons une condition.

Ouvrages

Atlani-Duault L. et Vidal L. ed., 2009, *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement*, Paris

Armand Colin. (des synthèses thématiques)

Atlani-Duault L., 2005, *Au bonheur des autres. Anthropologie de l'aide humanitaire*, Nanterre, Société d'ethnologie.

Bierschenk T., Chauveau J.-P. et Olivier de Sardan J.-P., 2000, *Courtiers en développement: les villages africains en quête de projets*, Paris, APAD/Karthala.

Blundo G. et Le Meur P.-Y. ed., 2009, *The Governance of Daily Life in Africa: Ethnographic Explorations of Public and Collective Services* Vol. 19, Brill Academic Pub.

Fresia M. et Lavigne Delville P. ed., 2018, *Au coeur des mondes de l'aide internationale. Regards et postures ethnographiques*, Paris/Marseille/Montpellier, Karthala/IRD/APAD.

Jacob J.-P. et Lavigne Delville P., 2016, *Comprendre la trajectoire des interventions de développement. Processus et réseaux d'acteurs dans trois projets d'eau potable (Burkina Faso, Haïti, Ghana)*, Etudes de l'AFD, Paris, Agence française de développement.

Lavigne Delville P., 2015, *Aide internationale et sociétés civiles au Niger*, Paris/Montpellier/Marseille, Karthala/APAD/IRD.

Lavigne Delville P., Sellamna N.-E. et Mathieu M. ed., 2000, *Les enquêtes participatives en débat: ambition, pratiques et enjeux*, Paris/Montpellier, Karthala/Gret/Icra.

Li T. M., 2007, *The Will To Improve. Governmentality, Development, and the Practice of Politics*, Durham, Duke University Press.

Mosse D., 2005, *Cultivating Development. An Ethnography of Aid Policy and Practice*, London Pluto Press.

Olivier de Sardan J.-P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en anthropologie du changement social*, Paris, APAD/Karthala. (la base)

Valette H., Baron C., Enten F., Lavigne Delville Ph., Tsitsikalas, A. ed., 2015, Une action publique éclatée ? Production et institutionnalisation de l'action publique dans les secteurs de l'eau potable et du foncier - Burkina Faso, Niger, Bénin, Coll. Actes du colloque, Nogent sur Marne, GRET/LEREPS, 138 p. (<http://www.gret.org/wp-content/uploads/VF2-appi-actes-web.pdf>) .

Vidal L., 2009, *Faire de l'anthropologie. Santé, science et développement*, Coll. Terrains anthropologiques, Paris, La Découverte.

Articles et documents

Bierschenk T., 1988, "Development Projects as Arenas of Negotiation for Strategic Groups. A Case Study from Benin", *Sociologia Ruralis*, vol 28 n° 2-3, pp. 146-160,

Bierschenk T., 2014, "From the anthropology of development to the anthropology of global social engineering", *Zeitschrift für Ethnologie*, vol 139 n° 1, pp. 73-97.

Elwert G. et Bierschenk T., 1988, "Development Aid as An Intervention in Dynamics Systems", *Sociologia Ruralis*, vol 28 n° 2/3, pp. 99-112

KORTEN D., 2006, *L'intervention sociale comme processus d'apprentissage*, Coopérer aujourd'hui n° 48, Paris, GRET, 41 p.

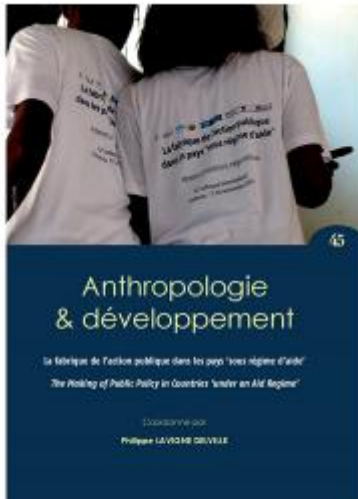
Lavigne Delville P., 2008, *A la recherche du chaînon manquant. Construire des articulations entre recherche en sciences sociales et pratique du développement*, Coopérer aujourd'hui n° 59, Nogent-sur-Marne, GRET, 22 p

Lavigne Delville P., 2012, "Affronter l'incertitude ? : les projets de développement à contre-courant de la "révolution du management de projet"", *Revue Tiers Monde*, n° 211, pp. 153-168.

Lavigne Delville P., 2015, "Un projet de développement qui n'aurait jamais dû réussir ? La réhabilitation des polders de Prey Nup (Cambodge)", *Anthropologie et développement*, n° 42-43, pp. 59_84.



- Lavigne Delville P., 2016, "Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays 'sous régime d'aide'", *Anthropologie & développement*, n° 45, pp. 33-64.
- Lavigne Delville P., 2016, *Socio-anthropologue dans une organisation non gouvernementale. Réflexions autour d'une pratique au sein du Gret*, *Coopérer aujourd'hui* n° 78, Nogent sur Marne, GRET, 52 p. (en ligne)
- Olivier de Sardan J.-P. et Dagobi E. H. A., 2000, "La gestion communautaire sert-elle l'intérêt public? Le cas de l'hydraulique villageoise au Niger", *Politique africaine*, n° 80, pp. 153-168.
- Olivier de Sardan J.-P., 2001, "La sage-femme et le douanier. Cultures professionnelles locales et culture bureaucratique privatisée en Afrique de l'Ouest", *Autrepart (dossier : Les fonctionnaires du sud entre deux eaux: sacrifiés ou protégés)*, vol 20 n° 200, pp. 61-73.
- Olivier de Sardan J.-P., 2007, "De la nouvelle anthropologie du développement à la socio-anthropologie des espaces publics africains", *Revue Tiers Monde*, vol 191 n° 3, pp. 543-552.
- Olivier de Sardan J.-P., 2010, "Anthropologie médicale et socio-anthropologie des actions publiques. Dispositifs de recherche, commanditaires, réformes...", *Anthropologie et santé. Revue internationale francophone d'anthropologie de la santé*, n° 1.
- Olivier de Sardan J.-P., 2016, "For an Anthropology of Gaps, Discrepancies and Contradictions", *Antropologia*, vol 3 n° 1 n.s, pp. 111-131.
- Villevall P. et Lavigne Delville P., 2004, *Capitalisation d'expériences, expériences de capitalisation : comment passer de la volonté à l'action ?*, *Traverses* n° 15, Lyon/Paris, Handicap International/Gret/Groupe Initiatives, 46 p.



<http://anthropodev.openedition.org/>





www.lasdel.net
www.gret.org/publications/politique-editoriale/
www.groupe-initiatives.org/-Traverses-series-.html



<http://www.inter-reseaux.org/ressources/>
<http://www.pseau.org/>
www.agter.org
www.foncier-developpement.org

